

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA
CT
VÉLIZY

3 décembre 2019

5 décembre : Faire tomber les « premiers de cordée »

Ça sent le roussi, jusqu'au sommet de l'État. Macron et ses ministres s'agitent en tous sens, pour éviter la propagation de l'incendie après la grève du 5 décembre. Alors, ils nous sortent leurs éternels refrains : que les grévistes seraient des « privilégiés », qui se battraient pour « conserver les inégalités ». De la part de ce président des riches et de ses ministres millionnaires, l'insulte et le mensonge sont si gros que cela donne des raisons de plus de se retrouver tous ensemble jeudi prochain.

De quoi ont-ils si peur ? Évidemment de cette fameuse « coagulation », comme ils disent, en fait de cette convergence des colères qui menace Macron, depuis un an déjà que le mouvement des Gilets jaunes a lancé le signal du ras-le-bol général.

Les signes d'exaspération se sont multipliés : grèves dans les hôpitaux publics depuis neuf mois, grève des enseignants en juin, grèves intempestives à la RATP et à la SNCF en septembre-octobre, grèves et manifestations des étudiants contre la précarité en novembre... À ces mouvements, le gouvernement n'a répondu que par le mépris, quand ce n'était pas par la répression pure et simple.

« Puisqu'il en est ainsi, nous coagulerons ! »

C'est ainsi que le Collectif inter-urgences, initiateur des grèves hospitalières, a intitulé son appel à se joindre au 5 décembre, en réponse au énième « plan » de Macron et de sa ministre Agnès Buzyn pour « sauver » l'hôpital public. En guise de sauvetage, le gouvernement, en effet, ne propose rien d'autre que de poursuivre sa politique d'économies budgétaires – tout juste maquillée par quelques primes minables pour quelques catégories de personnels. De quoi s'énerver, et de quoi « coaguler » !

Ce n'est qu'un début...

Il faut se saisir de cette journée du 5 décembre : par la grève et dans la rue, bien sûr, mais aussi en nous organisant à la base avec, pour commencer, des assemblées générales, sur nos lieux de travail ou à l'issue des manifestations, pour décider ensemble de la reconduction de la grève.

Le 5 décembre, ce n'est qu'un début. D'ores et déjà, la grève s'annonce comme illimitée dans certains

secteurs (RATP, SNCF... sans parler des services hospitaliers où la grève dure depuis des mois !). Sans attendre le feu vert des directions syndicales, éternellement attentistes et frileuses, toujours prêtes au « dialogue » gouvernemental et à négocier des compromis douteux. Réalisons nous-mêmes l'unité combative du monde du travail, en poursuivant le mouvement partout où c'est possible et en nous coordonnant à partir de la base.

... ne rien lâcher

Le gouvernement, qui anticipe le succès de la grève du 5, espère tenir le choc en laissant s'épuiser le mouvement. Sans parler des explications embrouillées et contradictoires qu'il nous sert sur les retraites. « Réformer, moins réformer... plus tard mais maintenant..., compréhensif mais 'ferme' »... N'en jetez plus : autant d'entourloupes pour nous faire, en définitive, travailler plus longtemps pour des pensions plus faibles !

À nous, en somme, de faire en sorte que ce mouvement soit assez massif pour mettre en échec toute leur politique.

En défendant nos retraites, défendons aussi nos salaires, nos conditions de travail, nos conditions de vie. En attaquant la politique du gouvernement, toute sa politique, attaquons aussi ces ultra-riches qu'il sert, ces « premiers de cordée », comme le dit Macron, qui touchent des milliards d'exonérations fiscales et des centaines de milliards de profits. Quand on voit que Bernard Arnault, riche de près de 100 milliards d'euros, est capable de s'offrir une bijouterie américaine pour 15 milliards, on se dit que, décidément, il y a de l'argent pour nos retraites, nos salaires, les hôpitaux et les transports publics.... Allons le chercher ! Oui, qu'ils dégagent !

Bientôt des travaux d'été... comme sur les usines ?

A peine l'aval des syndicats sur le compactage du site obtenu qu'aussitôt la direction de Vélizy avance des hypothèses de travail pour le moins inquiétantes, tout ceci pour se faciliter la vie pendant la période de travaux : pose d'une semaine de télétravail obligatoire voire... imposition pour tous de plusieurs semaines de congés durant l'été !

Nuisances sonores, déménagements multiples et intempestifs, entretien sacrifié pour les bâtiments bientôt cédés... La liste des désagréments pour les deux années à venir est déjà longue. C'est à la direction du site de s'organiser pour minimiser les impacts sur notre quotidien. Pas le contraire !

Les chaises musicales de la direction.

Sous couvert de « redynamisation » du site, c'est bien une opération immobilière juteuse qui se profile. Et qui pourrait également se doubler de cessions pures et simples d'activités comme celles qui ont lieu actuellement chez nos collègues de Carrières. Quant aux prestataires du bâtiment 11, ils voient leurs postes menacés par le compactage.

Menace d'externalisations pour les uns, de suppressions de poste pour les autres : gare aux coups fourrés de la direction.

Communication à sens unique.

On avait pris l'habitude avec Gilles Le Borgne des videochats train-trains : présentation suivi d'une séance de questions-réponses à base de langue de bois (on se souviendra quand même de son fameux conseil pour résoudre les problèmes de motivation : quitter la boîte).

Son successeur, auto-proclamé spécialiste de la communication « stratifiée », met en place une version encore simplifiée : dorénavant, l'allocution sera uniquement suivie d'un échange par équipe avec nos supérieurs directs. Un exemple de la méthode Morel en matière de management : « travaille et tais-toi ».

Tout faire pour nous pousser dehors

La direction a annoncé que le DAEC sera prolongé en début d'année prochaine car il manque encore 500 départs sur l'objectif 2019 de 1300 à l'échelle du groupe. De quoi encore renforcer les incitations à partir dans les temps à venir et de nous faire passer toujours plus pour des indésirables dans notre propre entreprise !

La casse du patronat... ou le patronat à la casse ?

C'est maintenant 30 postes que le groupe Véolia compte supprimer sur le site. C'est tout simplement criminel, car on sait à quel point le chômage est un fléau. Mais la soif de profit des capitalistes fait peu de cas de telles considérations.

Non à la suppression des postes de nos collègues !

Au banquet de la fusion...

... un menu de choix pour les actionnaires de Fiat-Chrysler et de PSA :

- Dividende exceptionnel pour les actionnaires de Fiat-Chrysler : 5,5 milliards d'euros.
- Ceux de PSA se partageront les actions Faurecia : 3,1 milliards d'euros.

Les salariés ne sont eux pas conviés aux festivités !

« C'est pas moi, c'est les autres ! »

En septembre 2015, le scandale du dieselgate éclatait avec Volkswagen puis BMW en boucs émissaires pour toute l'industrie automobile : il y a deux semaines, Tavarès se lamentait encore dans L'Est Républicain de payer les pots cassés des tricheries d'un « constructeur allemand bien connu ».

Las, le Canard Enchaîné révèle que les expertises menées sur des Peugeot et Renault à la demande de juges d'instruction, aboutissent à « l'existence d'une modification des dispositifs de dépollution permettant l'adaptation à la procédure d'homologation de façon différente des conditions d'utilisation réelles. »

On est tous assez grands pour conclure ...

Ils pleurent la bouche pleine.

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, a inauguré ce lundi une première séance de calinothérapie pour les patrons et actionnaires du secteur automobile.

Leurs plaintes sur le passage à l'électrique ont été entendues et Le Maire parle déjà d'un fond d'argent publique à hauteur de 50 millions d'euros pour « aider » le secteur. Une paille comparée aux 2 milliards de bénéfices de PSA au premier semestre mais c'est toujours ça de pris.

Autre volet, l'implantation d'une usine de batterie. Trois régions seraient au coude à coude pour l'accueillir, comprendre, se feraient concurrence à coups de crédit d'impôt, de défiscalisation ou de terrains cédés pour une bouchée de pain.

Le chantage à l'emploi du patronat repris la main sur le cœur par les gouvernants, cela fait 40 ans qu'on connaît la chanson sans que les patrons destructeurs d'usines et d'emplois ne se soient jamais retenus si leurs profits pouvaient s'accroître.

Les Télétubbies de la grève

La réaction de bien des patrons devant la grève du 5 décembre ? Inviter les salariés à se mettre en télétravail.

Ils croient s'en sortir avec du télétravail pour tous les salariés ? Et puis quoi encore ? Du télé-carburant dans les voitures ? Des télé-profs dans les écoles en grève ? Des télé-ouvriers dans les usines ? Des télé-éboueurs pour ramasser les ordures ?

Une grève massive et qui s'étend, ça bloquera l'économie et c'est la seule façon de renverser la vapeur face aux patrons et au gouvernement !